

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°36 – 9 septembre 2021.

En bref

La Colombie a officiellement adopté mardi un nouveau projet de réforme fiscale (dit 2.0) pour lever 3,9 Mds USD, après l'échec du premier projet déposé le 28 avril qui avait déclenché de fortes manifestations et blocages dans le pays. Le projet, dit « loi sur l'investissement social », fera peser les deux tiers de la charge sur le secteur privé, le dernier tiers sera le produit des coupes dans le fonctionnement de l'Etat et de la lutte contre l'évasion fiscale. La stabilisation des finances publiques est une priorité pour promouvoir la relance économique, garantir la continuité des programmes sociaux et redonner confiance aux investisseurs après la dégradation de la note du pays en catégorie spéculative en juillet dernier.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,9 MDS USD

Le gouvernement colombien espère récolter 3,9 Mds USD grâce au nouveau projet de réforme fiscale adopté par le Congrès mardi.

ZOOM SUR

Le mécanisme de Covax réduit les prévisions de livraisons de vaccins aux pays émergents. Le programme COVAX, avec lequel l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres agences comptent livrer des vaccins contre la covid-19 aux pays en développement, ne sera pas en mesure de livrer les 2 Md de doses prévues cette année et ne disposera que de 1,4 Md de doses. L'interdiction par l'Inde d'exporter des vaccins (pour protéger en priorité sa population), la concentration des doses dans les pays riches et le retard dans les autorisations de certains vaccins (comme le vaccin américain Novavax) expliquent cette moindre distribution du programme humanitaire, qui a jusqu'à présent livré 243 millions de doses à 190 pays. Sur les quelque 250 millions de doses livrées par COVAX, 37 millions ont été dirigées vers l'Amérique latine, dont près de 10 millions au Brésil, 4,3 millions au Mexique, 2 millions en Colombie, 2 millions au Pérou et 1,9 million en Argentine.

BOLIVIE

Le taux de chômage diminue à 6,4% en juillet, mais grâce à l'informalité et au sous-emploi.

D'après l'Institut national des statistiques (INE), le taux de chômage urbain a atteint 6,4 % au second trimestre 2021, alors qu'il était de 8,2 % à

la fin 2020. Les principaux secteurs de création d'emploi ont été le commerce, l'industrie et la construction, soutenus par des investissements publics s'élevant à 1,2 Md USD. Par ailleurs, la reprise de l'emploi a été plus importante pour les jeunes âgés de 16 à 28 ans, en particulier pour les jeunes femmes dont le niveau de chômage a diminué de 5,5 p.p. sur cette période pour s'établir à 10,7 %. Toutefois, cette baisse est due



à l'effet de rebond après la chute de l'année dernière et à la création de nouveaux emplois informels et précaires. En effet, 61 % de l'emploi urbain serait informel et touche davantage les femmes : 79 % contre 73% pour les hommes. D'après une étude de Rodrigo Velasco, Oxfam et Veter, 55 % des emplois détruits par la crise étaient occupés par des femmes. Enfin, les salaires ont diminué et les emplois sont davantage précaires.

COLOMBIE

Les contaminations au COVID-19 sont en baisse.

Mercredi 8 septembre, le pays a enregistré 1.787 nouvelles infections et 49 décès dus au Covid-19, des chiffres qui figurent parmi les plus bas jamais enregistrés par le pays, qui a réussi à sortir en août d'un troisième pic prolongé.



Systra remporte le marché pour la conception de la ligne 2 du métro de Bogota.

Le marché pour la structuration juridique, technique et financière de la deuxième ligne de métro a été attribué fin août au consortium mené par l'ingénierie française Systra (associé à KPMG et des sociétés locales). La deuxième ligne du métro de Bogota, dont l'investissement total est évalué à 2,9 Mds EUR, viendra compléter la première dont les travaux sont en cours d'initiation. Elle sera souterraine, aura un tracé de 16 km pour 11 stations, et devrait générer 5000 emplois directs. Il s'agit d'une première étape, qui débouchera sur une demande de cofinancement à la nation, et un processus de sélection par l'entreprise Métro de Bogota des consortiums pour la construction et fourniture de la ligne. La mise en service est prévue en 2030.

Inauguration d'une ferme solaire réalisée par Greenyellow au profit d'une usine du groupe SEB.

Le 8 septembre, les groupes français Green Yellow et SEB ont inauguré ensemble à Rionegro (région d'Antioquia) une centrale solaire au sol d'une capacité de 1,5 Mwc (4000 panneaux solaires) alimentant la principale usine de production d'équipements électroménagers de SEB en Colombie. L'investissement réalisé par Greenyellow à hauteur d'1 MUSD fournira 9% des besoins énergétiques de l'entreprise, et permettra d'éviter l'émission de 738 tCO2 par an. Les deux groupes entendent ainsi participer pleinement à la diversification de la matrice énergétique colombienne promue par le gouvernement. Le groupe SEB est présent en Colombie depuis 1988 et a renforcé sa présence en 2011 à travers le rachat de la marque emblématique colombienne d'équipements domestiques Imusa, exportant ainsi depuis la Colombie sur tout le continent américain.

EQUATEUR

Le FMI et le gouvernement signent un accord technique.

Le gouvernement équatorien et le FMI ont annoncé un accord au niveau technique au titre de la 2^{ème} et la 3^{ème} revue du programme du FMI en cours (SAF). Cet accord permettra le décaissement de 800 MUSD en septembre et donnera accès au pays à 700 MUSD supplémentaire avant la fin de l'année (après la 4^{ème} revue du programme). Dans le cadre de ce programme, le gouvernement équatorien s'engage à réduire ses dépenses publiques (le président Lasso prévoit une réduction de plus de 2 Md USD d'ici 2022). Pour mémoire l'Equateur a déjà reçu 4 Md USD en 2020. Par ailleurs, le gouvernement attend des décaissements équivalents à 3 Md USD en provenance des multilatéraux, que l'approbation de la revue du programme FMI débloquerait.

Le gouvernement supprime la taxe sur les changes sortants pour les compagnies aériennes étrangères.

Le gouvernement a annoncé l'élimination de l'impôt à la sortie des devises (ISD) pour les compagnies aériennes étrangères – qui consistait en une retenue de 5 % sur les transferts de devises à leurs sociétés mères -, une étape clé pour avancer dans l'accord dit de « ciel ouvert » avec les Etats-Unis et améliorer la compétitivité du marché dans la région. L'Equateur est le deuxième marché latino-américain avec le meilleur taux de récupération de l'offre de sièges internationaux depuis le début de la pandémie, avec un niveau de 83 % en septembre 2021.

PEROU

MEF: le PLF 2022 serait en hausse de 7,1% par rapport à 2021.

Le Congrès a publié le PLF 2022 (qui sera voté en novembre). Il est accompagné des projets de loi sur l'endettement public, qui limite ce dernier à 1,6 Md USD sur les marchés externes et 8,6 Md USD en interne et sur l'équilibre fiscal, qui détaille les sources de financement public. Le budget 2022 s'élève à environ 48,2 Md USD et sera financé à 60 % par les recettes fiscales. Les secteurs prioritaires sont la santé (5,4 Md USD soit 11.3 % du budget), l'éducation (8 747 MUSD, +7,9 % par rapport à 2021), l'agriculture et l'aide sociale. Les gouvernements régionaux et locaux recevront 8,7 Md USD et 5,3 Md USD respectivement, soit 29% du budget total. Selon les hypothèses établies par le MEF pour l'élaboration du PLF, le déficit fiscal devrait se réduire à 3,7 % du PIB en 2022 et les dépenses publiques atteindre 21,9 % du PIB.

Le GPL sera inclus dans le Fonds de Stabilisation des Prix des Combustibles (FEPC).

Face à la hausse du prix du GPL, (le gaz au Pérou est majoritairement consommé par les ménages sous forme de bombones de GPL), le gouvernement a décidé de le réincorporer dans le FEPC, un fonds avec un rang de prix modulable de façon trimestrielle dont l'objectif est de stabiliser les prix des combustibles et les protéger des aléas des cours internationaux. Jusqu'en 2020, le GPL faisait partie de ce fonds mais il a été retiré dans un contexte de chute des prix internationaux du pétrole, le gouvernement estimant qu'il y avait alors une subvention excessive des clients industriels. Le



gouvernement compte diminuer le prix de la bombonne de 10kg de 51 PEN (12,5 USD) actuellement à 11 PEN (2,7 USD) en injectant 200 MPEN (49 MUSD) dans le FEPC. Le secteur privé craint malgré cela une hausse du prix à 70 PEN (17 USD) vers la fin de l'année.

VENEZUELA

Le gouvernement et l'opposition s'accordent sur certains points clés lors des négociations de Mexico.

Les représentants du gouvernement et de l'opposition ont déclaré qu'ils étaient parvenus à un accord partiel lors des pourparlers à Mexico. Dans une déclaration commune à l'issue des négociations qui se sont déroulées du 3 au 6 septembre, ils ont indiqué que les domaines d'accord concernaient les mesures sociales, en particulier pour les personnes touchées par le COVID-19, et un différend territorial concernant le Guyana (ils font valoir ensemble la revendication du Venezuela sur une bande riche en pétrole du pays voisin). L'accès aux fonds multilatéraux, à savoir les 5,1 Md USD de droits de tirage spéciaux (DTS) du Venezuela auprès du FMI, sera un élément essentiel des discussions à court terme. Le dialogue actuel inclut la participation d'autres parties dont la Norvège qui a mené les pourparlers, les Pays-Bas, la Russie, la Bolivie et la Turquie.

Les réserves d'or au Venezuela ont diminué de 3 tonnes au cours du premier semestre 2021.

Selon les données publiées par la Banque centrale du Venezuela, les réserves d'or ont diminué de 3 tonnes au cours du premier semestre de l'année. A la fin du 1^{er} semestre, les réserves totales atteignent ainsi 83 tonnes - soit leur plus bas niveau depuis 50 ans -, évaluées à 4,9 Md USD à la fin du mois de juin. L'année dernière, les réserves d'or ont diminué de 19 tonnes. L'opposition affirme que des lingots d'or ont été envoyés au Mali et aux Émirats Arabes Unis en échange de devises étrangères. Par ailleurs, 33 tonnes d'or sont toujours bloquées à la Banque d'Angleterre (BoE), leur accès étant toujours refusé par la Cour Suprême britannique, faute de reconnaître le Président au pouvoir au Venezuela.

Le Président a déclaré que les premiers vaccins du mécanisme COVAX arriveront cette semaine.

Le Venezuela recevra cette semaine les premiers vaccins contre le coronavirus obtenus via le dispositif COVAX, a déclaré le président Nicolas Maduro, après des mois de tentatives bloquées pour obtenir des doses par le biais du programme mondial de vaccination. Le gouvernement compte sur la livraison de vaccins pour environ 6 millions de Vénézuéliens en octobre. Selon Nicolas Maduro, le Venezuela commencera également cette semaine à recevoir des expéditions de la deuxième dose du vaccin russe Sputnik V. Pendant des mois, le gouvernement de M. Maduro a déclaré qu'il n'était pas en mesure de payer les vaccins en raison des sanctions américaines destinées à le chasser du pouvoir, puis a annoncé en avril avoir déposé la plupart des fonds sur un compte bancaire suisse.

Les graphiques de la semaine :

Bilan épidémiologique de la région au 9 septembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	493 518	41 606	18 529	1 562	4,09 M	35%	2,8 M	24,07%
Equateur	504 257	28 076	32 365	1 802	10,7 M	60%	9,3 M	52,12 %
Colombie	4 923 197	95 332	125 427	2 434	24,2 M	47%	14,9 M	29,09 %
Pérou	2 157 536	64 373	198 595	5 925	10,8 M	33%	8,5 M	25,1 %
Venezuela	343 178	12 109	4 150	146	6,01 M	21%	3,34 M	12%
Am. du sud	27 147 530	n.d	1 137 290	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international